

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 27 octobre 2023.

Ce matin ma boîte aux lettres outlook (microsoft-Davos) s'est retrouvée verrouillée. Panique un court instant, je venais d'envoyer des vidéos sur la Palestine à une trentaine de personnes. Je suis la procédure et le compte est déverrouillé, ouf, une fausse alerte... pour le moment. Je ne suis pas parano, mais bon, il y a des coïncidences troublantes.

Vous imaginez, plus de boîte aux lettres, on serait sacrément dans la merde, surtout que je ne peux pas utiliser le téléphone avec la France, trop cher.

A ce propos, c'est gratuit je crois, je suis sur WhatsApp, disons de 6h30 à 11h du matin heure locale en France, 13h le samedi et le dimanche.

Le décalage est de 3h30 en plus avec l'Inde. Midi à Paris = 15h30 chez moi.

Je me connecte à Wifi en commençant à bosser à 9h en revenant de l'école, petite pause déjeuner entre 13 et 14h, j'arrête ensuite à 15h30 pour aller chercher Vomsika à l'école, je bosse encore un peu au retour en fonction de mes tâches ménagères, je coupe l'ordinateur et Wifi. Sinon entre 17h30 et 19h en France.

Quand on est déconnecté de Wifi, le téléphone ne sonne pas et l'appel n'apparaît nulle part. Je ne laisse pas mon portable connecté pour économiser la batterie et du courant, parce que cela passe par le modem connecté à l'ordinateur qui lui-même est connecté à l'onduleur, il a aussi besoin de refroidir un peu !

Les élites savent, les autorités savent, tous les acteurs politiques le savent, mais tout le monde feint de l'ignorer.

Claude Janvier - Écrivain, essayiste.

- « *L'oligarchie mondiale financière apatride est identifiée, coupable et mérite d'être jugée ainsi que leurs valets félons semant la mort et la destruction.* »

J-C – Précisons que ce ne sont pas les hommes ou les femmes qu'il faut juger ou sur lesquels il faut agir, car les emprisonner ou les tuer ne servirait strictement à rien, les marxistes ou les socialistes y ont toujours été opposés. En revanche, c'est sur les rapports sociaux de production qu'il faut agir, sur le système économique basé sur les inégalités entre les classes qui est à l'origine des souffrances endurées par tous les peuples, de toutes les guerres notamment. Il faut le remplacer par un système économique transitoire, où les rapports sociaux seraient inversés, de sorte qu'à terme il disparaîtrait à son tour, puisque contrairement aux modes de production antérieurs, la classe qui prendrait le pouvoir, la classe ouvrière, n'a

engendré aucune nouvelle classe à exploiter ou opprimer, ce n'est quand même pas sorcier à observer et à comprendre. Le socialisme, ce n'est pas on tue ou on emprisonne tous ceux qui ne sont pas d'accord avec nous, et on impose un mode de vie ou de penser identique à tout le monde, ça c'est la version frauduleuse du socialisme de la réaction, des ennemis du socialisme...

Nous ne choisissons pas les conditions dans lesquelles se déroule la lutte des classes, elles nous sont imposées.

Nous n'envisageons pas de liquider physiquement qui que ce soit lors de la révolution socialiste, sauf en cas de nécessité absolue ou si les conditions le commandaient, mais ce serait des exceptions qui ne concerneraient que des agents du capital ayant une multitude de crimes plus cruels les uns que les autres à leurs actifs, ou parce qu'ils encourageraient leurs partisans à en commettre d'autres ou les organiseraient eux-mêmes.

La lutte des classes n'est pas spécifiquement une lutte entre des hommes ou des exploités qui auraient des comptes à régler avec d'autres hommes ou des exploités, c'est la lutte entre deux modèles de société, de rapports sociaux incarnant des modes de production et de répartition des richesses inconciliables...

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Plus de 7 028 Palestiniens sont tombés en martyre, dont 2 913 enfants et plus de 18 000 autres blessés, selon le ministère palestinien de la Santé. french.almanar.com.lb 27 octobre 2023

- D'après Mohammed Abou Selmeiya, directeur de l'hôpital al-Chifa à Gaza, le plus grand du territoire, "*dix hôpitaux sont déjà hors service*" et "*plus de 90% des médicaments et des produits sont épuisés*" francetvinfo.fr 26 octobre 2023

Selon le quotidien libanais Al Manar.

- Quotidien israélien Maariv : Le pourcentage des Israéliens en faveur de l'opération terrestre à Gaza a diminué de 65% la semaine dernière à 29 % aujourd'hui

- Le journal israélien « *Israel Today* » : Il faut dire clairement que le Hamas ne sera vaincu que jusqu'au dernier homme, ce qui est impossible car il existe dans les cœurs

- Selon un sondage, 49 % des israéliens sont favorables à un report de l'offensive terrestre à Gaza

Cisjordanie : face à la recrudescence des attaques de colons, des Israéliens viennent "montrer" leur "solidarité avec les Palestiniens" - francetvinfo.fr 26 octobre 2023

Les attaques de colons israéliens contre la population israélienne étaient déjà nombreuses, mais elles se sont intensifiées depuis le 7 octobre... Et en Cisjordanie, la situation est de plus en plus explosive.

À At-Tuwani, les Palestiniens peuvent compter sur des volontaires israéliens pour les protéger face aux colons. Un petit groupe de militants pro-palestiniens s'est par exemple approché du champ où se trouve Sana. Il y a des Israéliens, une Mexicaine et un Irlandais. Dans ce groupe, il y a notamment Mike, avec un tee-shirt "*Free Palestine*", autrement dit "*la Palestine libre*". "*Nous sommes venus pour essayer de faire tout notre possible pour montrer notre solidarité avec les Palestiniens, pour les soutenir, pour essayer de documenter ce qui se passe*", assure-t-il.

Michelle, une habitante de Tel-Aviv, a justement filmé un incident avec son téléphone portable. Sur cette vidéo, une personne dit "ne tirez pas, ne tirez pas". Une autre personne répond : "*Vous avez perdu la tête. Partez d'ici, vous êtes devenus fous, vous êtes venus pour protéger les Palestiniens. Vous êtes stupides. Après 1 400 morts, vous ne voulez pas comprendre ? Dégagez, dégagez vite*". Michelle se présente comme une résistante aux colons. "*Je ne veux pas les appeler mes compatriotes, assure-t-elle. Ce n'est pas mon peuple qui fait ce genre de choses. Ce qu'ils veulent, c'est chasser les Palestiniens là où ils veulent qu'ils aillent. Ils veulent juste qu'ils disparaissent de leur champ de vision. Moi, je ne suis pas comme ça*".

"*Je ne veux pas d'un État dont d'autres personnes seraient chassées*", Michelle, une Israélienne à franceinfo

Une semaine après l'attaque du Hamas, le 13 octobre, un habitant du village d'At-Tuwani a été visé intentionnellement par un colon. Il a reçu une balle dans l'abdomen et a été opéré d'urgence. Bassel a réussi à prendre des images de loin : "*Vous voyez, il s'approche de lui, il frappe mon cousin puis le colon recule d'un mètre et après, il lui tire dessus à bout portant*". Depuis, Bassel appréhende de sortir de chez lui. "*C'est complètement fou. On est bloqués par l'armée, souligne-t-il. J'avais l'habitude d'aller me promener et aujourd'hui je ne peux plus, c'est très dangereux. Les soldats me disent : 'si tu ne restes pas chez toi, on va te bombarder comme on fait à Gaza'*".

Ceux et celles qui, comme Michelle, défendent le droit des Palestiniens, affirment que les actions des colons se sont radicalisées depuis les massacres du 7 octobre. "*Ils essaient de rendre leur vie intenable et de les chasser. Et maintenant, ils sont encouragés par la guerre. Ils ont le sentiment de pouvoir tout faire parce que c'est une question de sécurité, de survie, peu importe ce que c'est, le pays les soutient. La grande majorité des gens ne diront rien contre eux*", estime Michelle. francetvinfo.fr 26 octobre 2023

Confirmation.

Plusieurs associations étudiantes d'Harvard tiennent Israël pour «responsable des violences qui se déroulent» - lefigaro.fr

Publié le 09/10/2023 Mis à jour le 19/10/2023

35 associations de la célèbre université américaine ont signé un communiqué blâmant le «régime d'apartheid» imposé par Israël aux Palestiniens.

<https://www.lefigaro.fr/international/plusieurs-associations-etudiantes-d-harvard-tiennent-israel-pour-responsable-des-violences-qui-se-deroulent-20231009>

On y revient avec quelques infos supplémentaires et un rappel.

Vidéo. Palestine, Israël et hypocrisie occidentale.

<https://www.youtube.com/watch?v=2aY4r9JCYhQ>

Vidéo. Norman Finkelstein et la question de Gaza

<https://www.youtube.com/watch?v=4PIpkgow-0Q>

Norman Finkelstein (70 ans), professeur d'université, historien et écrivain américain, fils de juifs survivants du ghetto de Varsovie, défenseur de la cause palestinienne depuis 40 ans, cela lui vaudra d'être chassé de l'université de Chicago en 2007.

A propos du Hamas ou des organisations de la résistance palestinienne armée :

- *"Quoiqu'ils fassent, je ne l'approuve pas, mais je ne le désapprouve pas, car je ne sais pas ce que je ferais si j'étais né dans un camp de concentration et avait passé 20 ans de ma vie là-bas."*

D'autres ne trouveront pas utiles de faire preuve de réserve ou de retenu face au drame que vivent les Palestiniens depuis 75 ans, ils s'empresseront de juger et condamner la violence de la résistance palestinienne armée, à croire qu'ils auraient épargné les Romanov en 1918 ou Louis XVI en 1793. Voilà ce qui arrive quand des «révolutionnaires trotskystes» croient vivre en démocratie, alors qu'en réalité on a toujours vécu sous une dictature.

Comment l'extrême gauche cautionne le massacre des Palestiniens en tenant un double langage qui ne trompera personne.

- Le POI a osé publier un communiqué qui commençait par "À peine quelques heures après que des gens du Hamas aient massacré des populations civiles", reprenant à son compte l'argument qui servira de prétexte ou caution aux sionistes nazis pour justifier le bombardement de la population civile de Gaza sans interruption depuis le 7 octobre 2023, et à tous les chefs d'Etat et de partis occidentaux (notamment) pour soutenir ce massacre.

Depuis le 7 octobre 2023, un nombre maintenant relativement important d'observateurs ou de journalistes ont fait remarquer que c'était l'ensemble des composantes de la résistance palestinienne qui avait lancé cette attaque contre l'Etat sioniste, et pas seulement le Hamas comme les médias mainstream et les autorités se plaisent à le répéter quotidiennement à la

suite de Netanyahu, donc le POI en a été informé, il feint de l'ignorer pour ne pas s'attirer les foudres de la réaction ou de ses amis de la Nupes.

Dans ce communiqué infâme, il n'est même pas rappelé que 70% de la population de Gaza était composé de réfugiés ou de descendants de réfugiés, qui pour les plus jeunes ont toujours vécu enfermé dans le ghetto de Gaza, communément décrit comme "*un camp de concentration à ciel ouvert*", et ils ne mentionneront pas non plus que la moitié de la population de Gaza était composée d'enfants, un million d'enfants bombardés jour et nuit depuis plus de deux semaines, dont plus de 2400 ont déjà été assassinés et plus de 5600 sont blessés.

Il ne fallait pas espérer mieux du côté du POID. Dans le dernier éditorial de D. Gluckstein de *La tribune des travailleurs* :

- "*Celui (le massacre - Ndlr) perpétré le 7 octobre par le Hamas contre des centaines de civils israéliens est assurément condamnable : il doit être condamné, il l'a été dans ces colonnes.*"

Ils sont très disciplinés ces braves révolutionnaires trotskystes, quelle honte, Léon doit se retourner dans sa tombe !

Une fois la résistance palestinienne condamnée, la suite servait juste à se donner bonne conscience pour ne pas être menacé par les médias ou les autorités, après la lâcheté dont ils avaient fait preuve durant toute la dictature sanitaire, il ne fallait pas s'attendre à autre chose de leur part, ils se sont alignés sur le récit officiel, on a envie d'ajouter, comme toujours puisque c'est une constante chez eux, ils sont incurables, hélas !

Norman Finkelstein me donne raison, je préfère sa position sans ambiguïté à celle opportuniste de ces partis. Personnellement, après bien des hésitations, je dois l'avouer pour être totalement honnête, je n'ai pas condamné le Hamas, je n'ai pas qualifié d'acte terroriste l'offensive militaire lancée le 7 octobre 2023 contre l'occupant sioniste.

Un rappel de mes prises de position à ce sujet.

Causerie du 11 octobre 2023

- ...on peut très bien ne pas soutenir les massacres perpétrés par le Hamas, tout en s'abstenant de le manifester à haute voix comme il le fait.

Personnellement, jamais nous ne nous serions livrés à de tels actes de barbarie, pour autant on n'a pas à juger ceux qui s'y livrent dès lors qu'ils y ont été poussés par le comportement inhumain dont ils ont été l'objet de la part de leurs accusateurs, ce sont eux, ce sont les autorités israéliennes et occidentales qui les ont toujours soutenues qui en portent l'entière responsabilité.

C'est comme lorsque dans leur société pourrie qu'ils qualifient de démocratie, ils imposent à un citoyen des conditions d'existence si éprouvantes qu'il en deviendra fou ou mentalement déséquilibré au point de se livrer à un crime horrible, alors il sera jugé et déclaré

irresponsable, sans que personne ou rien ne soit sanctionné à sa place, les coupables pourront dormir tranquille ou perpétuer de nouveaux crimes indéfiniment en toute impunité, voilà pourquoi ou comment nous en sommes arrivés là.

- Si on devait comparer ce qui est comparable, les massacres, bombardements, exécutions sommaires, tortures, emprisonnements sans procès, l'ensemble des crimes et méfaits en tout genre commis par les sionistes envers les Palestiniens depuis 1948 sont mille fois plus nombreux et tout aussi graves que ceux commis aujourd'hui par le Hamas, ils sont incommensurables en termes de cruauté, de sadisme, de barbarie infligés collectivement à tout un peuple, dimension qu'il faut avoir à l'esprit.

Causerie du 13 octobre 2023

- Quel que soit le scénario qui est à l'origine de ce nouvel affrontement armé entre l'armée de libération de la Palestine et l'armée d'occupation sioniste, outre l'opération militaire déclenchée par les Palestiniens parfaitement légitime, les massacres qui ont pu être commis par des membres du Hamas peuvent être interprétés comme une réponse à ceux dont les colons sionistes se sont rendus coupables pendant 75 ans, et qui par leur ampleur et leur durée sont sans commune mesure en termes d'atrocité ou de cruauté.

Si aucun massacre de population civile ne peut être justifié, c'est valable pour tous les acteurs politiques, or il se trouve que « *la communauté internationale* », autrement dit les Etats qui se rangent au côté des Etats-Unis et d'Israël, ont couvert ou cautionné ceux perpétrés par Tsahal et le Mossad pendant 75 ans. De plus, Israël n'ayant jamais respecté les résolutions votées à l'ONU en toute impunité, l'Etat juif a ainsi été encouragé à continuer de persécuter, de martyriser, de violer les droits du peuple palestinien, par conséquent ce sont essentiellement les grandes puissances, celles présentes au Conseil de Sécurité de l'ONU qui porte l'énorme responsabilité de la situation actuelle, y compris les massacres commis par les uns et les autres qui auraient pu être évités.

Causerie du 16 octobre 2023

- Qui plus est, et c'est à mon avis l'un des arguments les plus importants, il oublie que lorsqu'il évoque le Hamas, il s'agit en réalité de simples citoyens palestiniens engagés dans la résistance armée pour mettre un terme à l'occupation et à l'oppression dont ils sont injustement victimes depuis 1948 ou 2007, pour les dernières générations qui sont nées, qui ont grandi, qui n'ont connu que ce camp de concentration, et que face à eux, ils ont un ennemi qui vit tranquillement ou profite de la vie comme si de rien n'était, ce qui leur a toujours été interdit, un peuple qui cautionne depuis 7 décennies tous les crimes commis envers les Palestiniens en son nom par les autorités politiques israéliennes.

Bref, autant dire que les Palestiniens vivent quotidiennement confrontés à une situation profondément injuste, à une provocation insupportable qui ne peut que les conduire à se radicaliser et à vouloir se venger, à haïr autant le sort atroce qui leur a été réservé, que ceux qui en portent la responsabilité ou qui sont indifférents à leur malheur. Cela peut facilement se concevoir, puisque si on n'affronte pas un char avec un lance-pierres, face à la barbarie quel autre moyen existe-t-il pour tenter d'en venir à bout, sinon y recourir soi-même. Le dire ne

signifie pas qu'on en ferait l'apologie, je précise. C'est ce qu'on observe logiquement au cours de toutes les guerres ou révolutions. On ne peut plus se soulager de l'oppression ou de la souffrance qu'on a subie durant des années, des décennies ou des siècles sans à la première occasion la faire subir à notre tour à nos ennemis.

Par conséquent, quels que soient les actes qu'auraient pu commettre ces combattants palestiniens au cours de cette guerre, on évitera de les condamner. Ils font hélas partie des horreurs de la guerre, les condamner reviendrait à leur interdire le droit d'agir comme le fait envers eux leur ennemi depuis 75 ans, cela reviendrait à soutenir l'Etat juif d'apartheid fasciste, à les poignarder dans le dos.

Causerie du 18 octobre 2023

(A propos d'un article de Lordon)

- Car enfin, recourir à la terreur en temps de guerre ou de révolution, c'est poursuivre la même politique en recourant à un autre moyen, quand vous reprochez à LFI d'avoir commis "*une erreur*" pour n'avoir pas d'abord dit "*l'effroi, la stupeur et l'abomination*" que lui inspirait la terreur semée par les Palestiniens chez leur ennemi, vous lui reprochez ni plus ni moins de ne pas avoir qualifié le Hamas de terroriste, mais c'est tellement bien emballé qu'en haut lieu ils vous en seront gré d'avoir apporté cette précision ou d'avoir finalement un pied dans chaque camp, ce qui échappera à la plupart des lecteurs.

Causerie du 20 octobre 2023

Mon commentaire que *Le Grand Soir* a aimablement publié, je les en remercie :

- Pourquoi devrais-je "*condamner la violence du Hamas*" ? Je ne suis pas procureur au service du colonisateur à ce que je sache, qui plus est, il ne va pas s'accuser de ses propres crimes commis sur les Palestiniens, alors pourquoi voudriez-vous que je mêle ma voix à la sienne ? Jamais !

Je ne perds pas de vue une chose essentielle et je m'y tiens strictement : Qui est l'agresseur, qui est l'agressé, partant de là, tout ce qui peut se produire d'où que cela vienne, est à mettre exclusivement au compte de l'agresseur, Israël ou les sionistes qui ont confisqué les terres et les maisons des Palestiniens en 1947-48, etc., je refuse de porter le moindre jugement, et encore moins la moindre accusation sur les actes commis par des Palestiniens, sachant que leurs bourreaux s'en chargent déjà.

Causerie du 23 octobre 2023

A ceux qui même du bout des lèvres caractérisent le Hamas de terroriste.

Quels arguments leur opposer, c'est très simple, trop peut-être : Comme dans tout conflit ou différend qui oppose deux parties, il faut commencer par se poser la question suivante : Qui en est à l'origine, qui l'a déclenché, qui est l'agresseur, et en fonction de la réponse qu'on

apportera à cette question, on saura qui en porte la responsabilité ainsi que les conséquences quelles qu'elles soient, l'agressé étant en position de légitime défense.

J-C – Les quelques variations à la marge qui peuvent exister dans mon discours, viennent du fait qu'il nous a fallu plusieurs jours pour prendre conscience de la situation, et puis certains éléments déterminants nous ont été communiqués au compte-gouttes, certains ajustement ou correction ont été nécessaires.

Cela dit, malgré la pression où la condamnation unanime du « *Hamas* », la déformation systématique de la réalité, à aucun moment nous n'avons renié nos principes et notre engagement politique, à aucun moment nous n'avons tenu un double langage, chacun peut le vérifier.

France occupée en cours de nazification

Quand le chef de la police doit dicter les mots d'ordre ou les paroles des manifestants. Dans quel Etat totalitaire? En France.

Paris : la manifestation pro-Palestine sera interdite samedi - leJDD 26 octobre 2023

Le préfet de police de Paris a prévenu : « *J'interdirai cette manifestation.* » Au micro de franceinfo ce jeudi matin, Laurent Nuñez a annoncé que la manifestation de soutien à la Palestine prévue à Paris samedi 28 octobre serait interdite. Il a en effet pointé les « *propos* » des organisations ayant déclaré ce rassemblement, qui laisserait penser qu'elles soutiennent le Hamas. « *Je constate que les organisations qui ont déposé cette déclaration sont des organisations qui, par les propos qu'elles ont pu tenir, pourraient laisser à penser au soutien du Hamas* », a-t-il déclaré.

Laurent Nuñez a notamment cité plusieurs groupes comme la Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient (CAPJPO), la représentation du Front de libération de la Palestine en France ou encore le Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Le préfet de police tient ainsi à éviter que des propos de soutien au mouvement terroriste palestinien soient tenus à la manifestation parisienne : « *On a de bonnes raisons de penser que ces types de propos vont être tenus.* »

Comme le relate BFMTV, ce rassemblement serait aussi soutenu par l'Union juive française pour la paix (UJFP). Cette association a appelé sur ses réseaux sociaux à l'arrêt des frappes sur la bande de Gaza. leJDD 26 octobre 2023

J-C – Tout soutien au peuple palestinien, à la résistance palestinienne fait l'objet d'un amalgame avec le Hamas ou le terrorisme, par tous ceux qui soutiennent le gouvernement sioniste d'extrême droite de Netanyahou.

Quand les tyrans au pouvoir s'inspirent des sionistes néonazis. Régime policier, militarisation de la société, haine des pauvres et des immigrés ou racisme latent...

J-C – La survie du capitalisme en crise devient un cauchemar qui rend chaque jour un peu plus intolérable les conditions d'existence et les injustices qui sont imposées à l'ensemble des classes exploitées et opprimées du plus jeune âge au vieillard, qui plus est aux couches les plus défavorisées de la société.

Dès lors une seule question mérite d'être posée : Capitalisme, stop ou encore ? On s'organise, on se rassemble pour le renverser pour ne pas connaître le sort cruel qu'ils nous ont réservé ainsi qu'aux générations à venir, voyez de quoi ils sont capables en Palestine occupée, en Syrie, en Libye, en Irak en Afghanistan, au Soudan, au Liban, etc.

Encadrement militaire, "placement de nuit"... Ce qu'il faut retenir des annonces de Borne sur les émeutes - BFMTV 26 octobre 2023

Élisabeth Borne a dévoilé ce jeudi à la Sorbonne un vaste plan d'action devant 500 maires, accompagnée de plusieurs de ses ministres.

• Un encadrement militaire pour certains mineurs condamnés

Évoqué lors du débat de l'entre-deux-tours avec Marine Le Pen, Emmanuel Macron avait évoqué "*la rétention dans un environnement militaire*" pour des mineurs délinquants. Le sujet n'avait pas été abordé depuis les émeutes.

Élisabeth Borne a annoncé l'encadrement de mineurs condamnés par la justice par des militaires "*dans certains cas*". Un centre de ce type doit ouvrir ses portes à Mayotte d'ici 2024.

J-C – Que Macron s'inspire des propositions de Marine Le Pen ne devrait surprendre personne, puisqu'il incarne l'extrême droite au pouvoir, c'est ce qu'on n'a pas cessé de répéter, en vain. Un parlementaire a rappelé que Ségolène Royal en 2007 avait défendu l'idée de faire appel aux militaires pour encadrer ces jeunes, bref, la tambouille dégueulasse se prépare en famille !

Sinon ils pourraient rouvrir le bagne de Cayenne pendant qu'ils y sont ou les envoyer à Guantanamo !

• La création d'une force d'action républicaine

La cheffe du gouvernement a annoncé le déploiement d'une force d'action républicaine. Ces équipes pluridisciplinaires qui mêleront des policiers, des magistrats et des travailleurs sociaux doivent "*concentrer dans un quartier*" des moyens "*en matière de sécurité*".

Ils devront aussi répondre de façon "*judiciaire, éducative ou sociale*". De premiers déploiements auront lieu à Besançon, Valence et Maubeuge d'ici à la fin de l'année. Ils ne correspondent pas à de nouveaux recrutements mais à des redéploiements.

J-C – Ils sont bien en guerre contre le peuple. Entre miliciens et matons, les ghettos seront mis sous surveillance rapprochée.

• **Les parents devront payer les dommages**

En visite dans un commissariat parisien lors des émeutes, Emmanuel Macron avait jugé qu'il "faudrait" parvenir à "*sanctionner financièrement et facilement les familles*" dès "*la première infraction*", évoquant "*une sorte de tarif minimum dès la première connerie*". Ce sera être chose faite dans les prochains mois. Les parents des mineurs délinquants, devront ainsi payer les dommages subis, qu'il s'agisse d'atteintes de biens de personnes ou appartenant aux collectivités ou à l'État.

Éric Dupond-Moretti veut également contraindre à des travaux d'intérêt général les parents de délinquants qui ne respectent pas leurs obligations légales. Dans le cas où ils n'auraient pas respecté les mesures éducatives imposées à leurs enfants par la justice, ils seront soumis à des stages de citoyenneté.

J-C - Punir les familles dont les conditions d'existence qui leur sont imposées sont les plus difficiles, ces familles cumulent les difficultés ou handicaps, injustice que leurs enfants ne supportent pas et contre lesquelles ils se révoltent à leur manière, comme les Palestiniens à Gaza en somme ou la jeunesse, les travailleurs dans le monde entier.

Les voilà qui se convertissent aux camps de rééducation, à la prochaine étape ce sera l'asile psychiatrique...

• **Des jeunes en "*placement de nuit*"**

29% des émeutiers ont évoqué l'effet de groupe pour justifier leurs dégradations, d'après une étude de la Fondation Jean Jaurès. De quoi pousser Éric Dupond-Moretti à "*des mesures de placement pour que le gamin ne se laisse pas contaminer*". Le garde des Sceaux veut donc pouvoir "*placer*" des jeunes dans des centres fermés la journée "*pour faire des stages*".

J-C - Des maisons de redressement ou la prison...

Autre annonce: "*choper les gamins*" pour un "*placement de nuit*" de 21h à 6h et "*imposer un déferrement rapide*".

J-C - On se croirait vraiment en Israël ou sous un régime fasciste.

• **Une augmentation de l'amende pour non-respect du couvre-feu**

Pendant les émeutes, plusieurs maires avaient activé un couvre-feu pour les mineurs comme à Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), Savigny-le-Temple (Essonne) ou encore à Denain (Nord).

Élisabeth Borne a indiqué vouloir la multiplier par cinq. Elle devrait donc désormais s'élever à 750 euros.

J-C – Elle n'aurait pas oublié un zéro ? C'est même pire qu'en Israël !

• Un renforcement des pouvoirs de la police municipale

Gérald Darmanin a annoncé la possibilité pour la police municipale d'accomplir certains actes jusqu'ici réservés à la police nationale. Ils devraient pouvoir prochainement consulter certains fichiers, établir des constatations via un procès-verbal ou encore saisir des objets ayant servi à commettre des infractions.

Ces nouvelles attributions cherchent à dégager du temps pour la police nationale et ne pourront être activées que sur volonté du maire dont dépend la police municipale.

Problème cependant pour le ministre de l'Intérieur: ces dispositions avaient été censurées par le Conseil constitutionnel lors de la loi sécurité globale. En mai 2021, Gérald Darmanin avait promis "*d'améliorer ces dispositions*". BFMTV 26 octobre 2023

J-C – Quand on sait que la police nationale recrute déjà parmi les éléments de la société les plus attardés intellectuellement ou mentalement fragile, cela promet !

En complément. Surenchère, la réaction se lâche et un clan de l'extrême droite en rajoute encore.

« Cela fait des années qu'on le dit » : le plan post-émeutes du gouvernement séduit dans la majorité sénatoriale - Publicsenat.fr 27 octobre 2023

Marion Maréchal juge le plan anti-émeutes du gouvernement "très en deçà de ce qu'il faudrait" - BFMTV 27 octobre 2023

C'est "*très en deçà de ce qu'il faudrait*", estime Marion Maréchal, tête de liste "*Reconquête*" aux élections européennes de 2024.

"*La réalité, c'est qu'il existe quelque chose qui s'appelle la prison dans notre pays. Il y a des centres de détention pour mineurs aussi. Encore faut-il qu'il y ait des condamnations à la mesure de la gravité des actes et que ces peines soient réalisées*", a poursuivi la vice-présidente de Reconquête. BFMTV 27 octobre 2023

La vice-présidente de Reconquête assure qu'"*on ne peut pas écartier un lien avec l'immigration*" et juge qu'"*à travers ces émeutes [...] il y a un déficit d'assimilation, il y a même une hostilité à l'égard de la France et de l'État*".

J-C – Les fachos de tous poils en France sont encouragés à rajouter une couche de saloperies après le bruyant soutien apporté par Macron au régime d'extrême droite israélien.

Pas besoin d'être fils ou filles d'immigrés pour ne pas pouvoir s'intégrer dans ce pays pourri qu'est devenue la France, avant il était déjà à peine supportable, maintenant c'est devenu un cauchemar, même pour faire ses courses pour manger, pour se soigner, pour se chauffer, pour vivre quoi, même modestement. Quant à « *l'hostilité à l'égard de la France et de l'État* », elle est partagée par tous les peuples du Moyen-Orient, du Sahel, du Maghreb, d'Afrique, de

Russie, de Chine, etc. c'est bien simple, par tous les peuples qui s'opposent à la domination coloniale des Etats-Unis et ses vassaux européens sur le monde.

Renaissance, c'est l'Ancien Régime, Reconquête, ce sont les Conquistadors !

Lu. Népotisme. Macron serait-il corrompu ?

Samedi 21 octobre, des milliers de militants écologistes se sont réunis dans le Tarn pour bloquer la construction de l'autoroute A69, prévue pour relier Castres à Toulouse. Au-delà des enjeux écologiques, une révélation intrigante a émergé concernant les liens étroits entre le président Emmanuel Macron et les actionnaires qui financent ce projet. Une enquête de journalisme d'investigation pointe du doigt les connexions entre le chef de l'État et certains actionnaires, suscitant des questions sur les motivations réelles derrière cette autoroute controversée...

Alors que l'autoroute A69 suscite un débat passionné quant à sa nécessité, il est essentiel de se pencher sur les liens entre Emmanuel Macron et les financiers du projet. Le président français connaît bien certains actionnaires de l'A69, notamment le fonds Edmond Rothschild. Il est à noter qu'Emmanuel Macron a débuté sa carrière en tant que banquier chez Rothschild avant de se lancer en politique.

Cependant, l'intrigue va plus loin, impliquant le fonds d'investissement français Ardian, l'un des plus importants du pays, avec plus de 150 milliards d'euros d'actifs. La présidente de ce fonds, Dominique Sénéquier, est classée 50e femme la plus influente du monde selon Forbes. De plus, elle a un accès direct à Emmanuel Macron, comme en témoigne sa réception à l'Élysée lors du sommet annuel One Planet fond souverain en novembre 2020. Ces connexions étroites soulèvent des questions sur l'indépendance du président vis-à-vis des intérêts financiers.

Le troisième dirigeant d'Ardian, Emmanuel Miquel, est encore plus proche d'Emmanuel Macron. En 2017, il était chargé de collecter des fonds pour la campagne présidentielle de Macron, et une fois ce dernier élu, il est devenu son conseiller. Mais l'acteur clé dans le financement de la carrière politique d'Emmanuel Macron semble être Pierre Donnersberg, qui a facilité l'obtention de 11 millions d'euros de prêts pour financer sa campagne présidentielle.

Cette proximité entre le président Macron et les actionnaires de l'A69 suscite des inquiétudes légitimes quant à d'éventuels conflits d'intérêts. Certains se demandent si Macron a promu cette autoroute au nom d'un prétendu impératif d'intérêt public majeur pour favoriser ses amis d'Ardian. De plus, il semblerait que depuis des années, les forces de l'État, telles que les gendarmes, les préfets et le gouvernement, se mobilisent au service de ce projet critiqué, suscitant des interrogations sur la transparence et l'intégrité de cette entreprise.

Nouvelle crise majeure à venir à l'UE sur l'Ukraine.

J-C – Il faudrait le chasser du pouvoir ou dissoudre le peuple slovaque qui ne sait pas voter !

Le Slovaque Robert Fico dit arrêter le soutien militaire à l'Ukraine - LePoint.fr 26 octobre 2023

Premier coup d'éclat du nouveau Premier ministre slovaque : Robert Fico dit cesser tout soutien militaire à l'Ukraine et ajoute qu'il ne votera aucune sanction sans une analyse d'impact préalable de celle-ci sur la Slovaquie. Cela dit, c'est exactement ce qu'il annonçait durant sa campagne électorale.

Ses déclarations sans équivoque ont été faites devant la commission parlementaire pour les affaires européennes de son parlement, juste avant de rejoindre, ce jeudi 26 octobre, le sommet européen qui se tient à Bruxelles.

Ce premier pavé dans la mare va donner du fil à retordre à ses partenaires européens car le Conseil européen devait, au contraire, réaffirmer longuement le soutien des Vingt-Sept à Kiev. Pas moins de 14 paragraphes sur 30 des projets de conclusions du Conseil – que Le Point a pu consulter – sont consacrés à réaffirmer le soutien européen à l'Ukraine, dans un contexte où les tensions au Proche-Orient pourraient laisser accroire que l'UE se détourne de son front est. « *Il n'y a aucune fatigue sur l'Ukraine* », clamaient en chœur divers diplomates européens à la veille du sommet.

Robert Fico, fidèle à lui-même, a répété son analyse du conflit ukrainien. « *La position de mon gouvernement est que la cessation immédiate des opérations militaires est la meilleure solution que nous ayons pour l'Ukraine, a-t-il déroulé. L'Union européenne devrait passer du statut de fournisseur d'armes à celui d'artisan de la paix.* » Le leader slovaque, vieille connaissance de Bruxelles, campe sur son analyse : l'Ukraine est le provocateur du conflit et la riposte de Moscou vient en défense des attaques des « *fascistes ukrainiens contre la population civile de nationalité russe* ». Une ligne que l'homme fort du Kremlin professe depuis l'origine de la guerre.

Dans le projet de conclusions du Conseil, en négociation ces derniers jours, on dit exactement l'inverse au point 6 : « *La Russie est responsable des dommages massifs causés par son agression contre l'Ukraine.* » La discussion au Conseil devait porter sur la meilleure façon d'exploiter les superprofits des avoirs russes gelés afin de les orienter vers le soutien à l'Ukraine, en conformité avec le droit international. Robert Fico se situe à l'opposé de cette ligne ! Or, en matière de politique étrangère et de sécurité, l'UE ne peut fonctionner qu'à l'unanimité.

La discussion devait aussi porter sur la révision du budget européen à mi-mandat et l'ajout d'une enveloppe de 50 milliards d'euros en faveur de l'Ukraine. Fico ne ferme pas la porte à un soutien « *humanitaire et civil* ». Pas de décision immédiate mais seulement une première discussion. Mais, à terme, avant la fin de l'année, le vote positif du leader slovaque sera indispensable, comme celui de Viktor Orban. « *La proposition dont nous sommes saisis manque d'arguments professionnels ou politiques sérieux pour la soutenir, fait savoir Balazs Orban, le conseiller le plus proche de Viktor Orban. Il est peu probable que cela fonctionne, nous allons donc le rejeter pour le moment et voir ce que nous pouvons proposer.* »

Selon lui, il est irréaliste d'envisager, un jour, la possibilité d'un retrait russe de la Crimée annexée, ou même d'imaginer que Poutine abandonnera les territoires occupés à l'Est. Un premier signe de sa détermination va pouvoir être mesuré : s'il maintient devant ses

partenaires européens toutes ses positions, la moitié des conclusions du Conseil sont impossibles à adopter... C'est tout le chapitre ukrainien qui saute.

D'un champ de bataille à l'autre. Ukraine.

- Les militaires russes ont désormais des armes qui ont abattu 24 avions en 5 jours, clame la Défense

- Ces derniers jours, les forces ukrainiennes ont perdu trois chars Leopard dans la région de Zaporojié. *"La plus lourde perte de chars de fabrication occidentale depuis le début de la contre-offensive"* des forces de Kiev, selon Forbes.

- *"En 24 heures, ont été interceptés deux missiles opérationnels et tactiques ATACMS de fabrication américaine, un missile antiaérien S-200 converti pour frapper des cibles au sol, ainsi que deux missiles antiaériens HARM, des missiles radar et deux systèmes de missiles à lancement multiple HIMARS de fabrication américaine"*, indique le rapport.

- Une nouvelle unité militaire, composée d'anciens prisonniers de guerre ukrainiens, combatta les forces armées de Kiev. Ces militaires ont adopté la nationalité russe et se sont inscrits en tant que volontaires dans les troupes de Moscou. - fr.sputniknews.africa 25 à 27 octobre 2023

Encore un facteur économique qui conforte mon analyse. (Lire les causeries précédentes)

La dette extérieure russe atteint un niveau minimum - fr.sputniknews.africa 25 octobre 2023

Le niveau de la dette extérieure russe diminue stablement au fil de ces dernières années, de 31% en 2020 à 26,2% en 2021, puis à 16,6% en 2022. Au premier trimestre 2023, elle s'est contractée davantage jusqu'à 15,45%.

"Au deuxième trimestre 2023, le taux d'emprunt a continué de baisser pour atteindre 14,96", témoignent les calculs de Sputnik basés sur les données de la Banque centrale russe.

Fin juin, la dette extérieure brute, tant du gouvernement que des entreprises, était estimée à environ 29.900 milliards de roubles, soit environ 343,4 milliards de dollars.

La Banque de Russie a en outre publié des données sur la dette extérieure par habitant au deuxième trimestre 2023. Le chiffre a diminué de 4% pour s'établir à 2,300 dollars. Les statistiques montrent qu'il s'agit du meilleur résultat depuis 2006 lorsque cet indicateur était à 2.200 dollars.

J-C – En France, à la fin du deuxième trimestre 2023, la dette publique s'établit à 3 046,9 Md€